



# Délocalisations : mettre en échec le chantage

Alain Morin

**Le chantage du patronat à la délocalisation tel qu'il a été utilisé chez Bosch, Doux, Sediver ... constitue un moyen de pression redoutable pour baisser le « coût » du travail bien au-delà de ces entreprises et pour obtenir de nouvelles faveurs de l'Etat et des collectivités territoriales.**

Des gestions et des politiques qui donnent prise au chantage aux délocalisations

Ces risques de délocalisations prennent racine dans les politiques de mise en concurrence entre les salariés et de dumping social permanent au sein du marché unique impulsée par l'Union européenne et sont aggravés avec l'ouverture de l'Union aux pays de l'Est. Les grands donneurs d'ordre industriels et de la distribution, en exerçant une pression constante sur les prix de leurs achats, eux aussi, incitent leurs sous-traitants à répercuter ces baisses sur les salaires, voire à délocaliser toute ou partie de leur production vers des pays à bas « coûts » salariaux. Les banques, elles aussi, favorisent le mouvement en finançant par le crédit des délocalisations et des fusions acquisitions d'entreprises à l'étranger qui sont au cœur des restructurations internationales tout en refusant d'accorder des crédits efficaces pour des projets d'emploi en France .

En Europe comme dans le monde, il s'agit, sous l'impulsion des marchés financiers mondiaux et des multinationales de réduire la part des salaires dans la valeur ajoutée afin de dégager les profits maximum nécessaires aux opérations financières (placements, spéculation, fusion-acquisitions), quitte à déprimer à l'échelle de la planète la demande globale en faisant pression sur les salaires et les dépenses sociales. D'où le ralentissement sensible de la croissance mondiale dans les dernières décennies.

Ces politiques sont aggravées, en France depuis les années 1990, par les incitations financières de l'Etat sous forme d'exonérations de charges sociales patronales, pour soi-disant favoriser l'insertion dans l'emploi des salariés non qualifiés. Elles encouragent, en fait, les entreprises à la baisse des « coûts » salariaux. Ces politiques ont eu leur déclinaison hyper libérale avec la ristourne Juppé et leur déclinaison sociale-libérale avec les aides Aubry (1). Dans les deux cas, les entreprises ont été incitées à privilégier les bas salaires au détriment de l'emploi qualifié, de la formation et de la maîtrise des nouvelles technologies. La loi Fillon pousse la convergence de ces aides jusqu'au bout en programmant leur fusion, à terme, en un dispositif unique.

Après dix ans de ces gestions et de ces politiques, la France est fragilisée et plus vulnérable aux délocalisations

sur deux plans : sur le terrain de l'efficacité des entreprises et sur celui de la demande adressée aux entreprises.

- **Sur le terrain de l'efficacité des entreprises** : le choix de réduire les coûts de production par la baisse du « coût » salarial de chaque travailleur plutôt que : celles des coûts matériels et financiers, avec la promotion de la formation pour utiliser pleinement les nouvelles technologies, et d'un autre crédit plus efficace a été systématiquement favorisé. Ce choix régressif s'est traduit, en France, par le maintien d'un très haut niveau de salariés non qualifiés et sous payés à contre courant des exigences de notre temps. Il a conduit à mettre en concurrence directe ces salariés avec ceux de pays moins développés et a favorisé le recours aux délocalisations de dumping salarial. Ce choix a aussi encouragé les entreprises, notamment des groupes, à orienter une grande partie de leurs investissements et de leurs recherches à l'étranger, en premier lieu aux Etats-Unis. Ainsi, l'essentiel des exportations de capitaux concerne ce pays et toute la zone dollar .

- **Sur le terrain de la demande adressée aux entreprises** : sous l'impulsion de la Banque centrale européenne, le rationnement du crédit sur les projets d'emploi et de formation, son gâchis au profit d'opérations financières , le freinage, dans l'Union, des salaires et des dépenses sociales, de l'investissement des entreprises, des dépenses budgétaires avec le Pacte de stabilité, ont contribué au ralentissement de la demande et à la croissance molle qui se pérennise en Europe, alors que l'expansion a été autrement plus rapide aux États-Unis et dans le Sud-est asiatique. Les multinationales européennes se sont redéployées pour la capter dans les autres zones souvent dans le cadre de fusions acquisitions, avec de nombreuses délocalisations.

C'est pourquoi, comme le constate une enquête (2) de la direction des relations économiques extérieures du ministère de l'Economie et des Finances « *la majorité des investissements (des entreprises françaises à l'étranger) sont réalisés dans des pays où le coût du travail est équivalent à celui de la France* ». Cette étude constate que « *des pays comme l'Allemagne restent compétitifs malgré des salaires plus élevés que la moyenne mondiale* » et que dans les choix d'implantation « *les facteurs de formation et de dispo-*

*nibilité de main-d'œuvre, de qualité des infrastructures, des autres intrants ou les incitations fiscales, sont dans l'ensemble de premier ordre comparés au bas coûts de la main-d'œuvre »*

### Le chantage du MEDEF

Si le thème des délocalisations de dumping social, qu'il faut combattre avec des solutions alternatives, est repris et poussé par le Medef, c'est de toute évidence, pour d'autres objectifs que la lutte contre ce fléau.

Alors que les salariés concernés, souvent mis à l'écart, des décennies durant, de toute formation et ayant aussi consentis de lourds sacrifices salariaux, se sentent menacés dans leur emploi et dans leur avenir avec ces délocalisations, le Medef s'appuie avec cynisme sur les conséquences dramatiques de sa politique pour pousser encore plus loin le chantage sur les salariés, les collectivités locales et le gouvernement lui-même.

D'ailleurs, le premier ministre, « accroché » au mois de juillet par Marie George Buffet qui a mis le gouvernement en demeure de refuser le chantage des délocalisations, est obligé, dans *Le Figaro* du 28 août, d'appeler les entreprises « à ne pas faire de chantage aux délocalisations ».

#### Le chantage sur les salariés

Pour exercer son chantage sur les salariés, le Medef s'appuie sur la possibilité, maintenant ouverte avec la loi Fillon, de conclure des accords d'entreprise dérogatoires aux accords nationaux ou de branches, pour remettre en cause des accords d'entreprise, notamment sur les 35 heures. Il entend s'appuyer sur de premières brèches, dans un contexte de concurrence violente entre les entreprises, pour tenter de multiplier de tels accords dérogatoires. Au-delà son objectif est soit de contraindre les syndicats à un accord national en imposant ses conditions dans le cadre des négociations en cours sur les restructurations et les reclassements – un tel accord serait acté ensuite dans la loi – soit, en cas d'échec à une révision du Code du travail à l'initiative du Parlement. Comme celui-ci doit légiférer d'ici la fin de l'année, le patronat intensifie son offensive. En effet, suite au nouveau gel de six mois des articles de la loi de modernisation sociale décidée en juillet dernier le gouvernement ne peut plus tergiverser et doit revoir la loi. Le Medef ne manquera de mettre la pression sur le législateur pour annuler ces articles de loi, d'initiative communiste, réviser le Code du travail dans le sens prôné par le rapport Virville ou encore pour réduire plus encore la portée de la loi sur les trente-cinq heures. Sur ce dernier point, le faible recours « aux mesures d'assouplissement » de la mise en œuvre de la RTT de la loi Fillon par les entreprises a confirmé que les moyens donnés aux patronat pour maintenir leur rentabilité étaient déjà présents dans la loi Aubry et avaient été utilisés. En fait, il s'agit surtout, sur cette question, d'entretenir un débat politicien opposant faussement « gauche » et droite sur des démarches fortement marquées par les idées convergentes sur des options libérales.

#### Le chantage sur le gouvernement et les collectivités locales :

Le chantage aux délocalisations exercé par le Medef est exploité par le Premier ministre pour rechercher une union sacrée et un consensus autour de sa politique dans le cadre de ce qu'il appelle « un contrat de confiance » (4). Ce contrat de confiance avance des propositions de « réformes de dynamisation » (5), visant, face à la perspective de départs massifs à la retraite d'ici 2010, à mobiliser les

chômeurs, les jeunes et les salariés pour alimenter les entreprises en main-d'œuvre à leurs conditions.

Ce contrat est aussi décliné pour les entreprises : Jean-Pierre Raffarin qui les appelle à ne pas exercer de chantage aux délocalisations leur propose « en contrepartie un cadre fiscal et réglementaire plus favorable » (6). Le cadre réglementaire concerne le droit du travail évoqué plus haut et le volet fiscal le plan Sarkozy « contre les délocalisations » et autres mesures fiscales sur les entreprises

#### Les nouveaux cadeaux au patronat

Il s'agit en fait d'une série de mesures convergentes, mais dont le mode de présentation est lié au débat politique et aux pressions du Medef ou de l'Europe sur le gouvernement. Certaines mesures sont avancées au nom de la lutte contre les délocalisations et d'autres au titre de la compensation d'une baisse du plafond ouvrant droit aux exonérations de charges sociales. En effet, pour freiner l'inflation des dépenses de prise en charge par l'Etat des exonérations sociales patronales (17 milliards d'euros) et rentrer dans les clous du Pacte de stabilité, le plafond salarial pour bénéficier de ces exonérations sera abaissé de 1,7 à 1,6 SMIC dans le budget.

#### Le plan Sarkozy contre les délocalisations :

Il comporte deux volets : un volet présenté comme visant à freiner les délocalisations, l'autre devant favoriser les relocalisations d'entreprise sur le territoire.

La mesure avancée pour prévenir les délocalisations est un nouvel allègement de taxe professionnelle ciblé par secteur, territoire et zone identifiés comme « fragiles », ayant souffert d'accidents industriels ou de déclin structurel (taux d'emploi faible, population active en recul). Ces exonérations de taxe professionnelle seraient plafonnées à 100.000 € sur trois ans.

Il s'agit, en fait, d'un nouveau cadeau, tenant compte de la réglementation européenne sur les aides aux entreprises, dont les effets d'aubaine seraient massifs puisque, au nom de quelques entreprises éventuellement menacées de délocalisation, toutes les entreprises du territoire en profiteraient. De plus, faute de mesures réellement adaptées aux difficultés d'entreprise telles, par exemple, que les politiques des donneurs d'ordre ou la sélectivité actuelle du crédit bancaire, cette exonération risque d'être récupérée par les uns et les autres sur les sous-traitants bénéficiaires par des conditions plus drastiques encore.

Le volet dévolu aux re-localisations, considéré comme « politiquement plus fort » (7) viserait à faire revenir des entreprises avec de nouveaux allègements durables de charges sociales en plus des aides fiscales. Le trou noir de la politique des « zones franches » est ainsi reconverti en un plus grand trou noir : celui-ci dit des « pôles d'excellence ». Sous prétexte d'excellence, c'est encore plus de baisse du coût du travail qui ne manquera pas d'aggraver l'insuffisance de qualification...

Au total le plan Sarkozy contre les délocalisations coûterait, en 2005, 1 milliard d'euros. Par ailleurs, les collectivités territoriales sous la double pression des besoins des populations touchées par les délocalisations et du gouvernement qui les appellera à participer aux côtés de l'Etat aux mesures proposées devront être à l'offensive sur des options alternatives efficaces pour résister à la demande d'accompagnement de ces mesures libérales annoncées.

#### Les autres mesures complémentaires en faveur des entreprises :

Les mesures fiscales, sous prétexte de lutte contre les délocalisations, ne seront pas les seuls nouveaux cadeaux

faits au patronat en 2005. Le gouvernement s'apprête à abaisser aussi le taux de l'impôt sur les sociétés de 35,4 % à 32,4 % sur deux ans - ce qui sera sans doute applaudi par les grands groupes comme Total qui ont affichés des profits records au premier semestre - tandis qu'il prolongerait de six mois le dégrèvement de la taxe professionnelle sur les investissements nouveaux qui devait prendre fin en juillet 2005.

Ces deux mesures sont présentées aussi bien comme une compensation de la réduction des exonérations sociales que comme une mesure anti-délocalisation car il s'agirait aussi de pouvoir concurrencer la fiscalité des nouveaux pays entrants, comme les États baltes .

Ces mesures préparent les grandes manœuvres européennes sur l'harmonisation de la fiscalité des entreprises cherchant à faire accepter un nouveau volet de la guerre économique que se livrent les grandes zones économiques de la planète : celui du dumping fiscal généralisé en Europe pour l'attraction des multinationales du monde entier.

**Pour une contre offensive face aux délocalisations avec des propositions et des initiatives politiques rassembleuses (9).**

La lutte contre les délocalisations appelle de tout autres mesures qui rompent avec toutes les formes de dumping. Pour cela , il faut sécuriser et promouvoir les emplois avec une formation tout au long de la vie de chacun-e, la croissance de la valeur ajoutée produite en développant la recherche, les investissements associés..

Tout de suite, il faut mettre au cœur des préoccupations du monde du travail la lutte contre les délocalisations. C'est le sens de la proposition du PCF d'une prime de rentrée de 300 euros, pour les familles aux salaires faibles et moyens et pour les chômeurs, qui serait financée notamment par un prélèvement de 8% sur les crédits des banques accordées aux entreprises pour délocaliser.

Dans chaque cas, comme le propose le PCF, les salariés, les populations, leurs élus pourraient :

- Exiger des préfets des **moratoires suspensifs** pour examiner des solutions alternatives aux délocalisations.
- Exiger de faire **rembourser par l'employeur toutes les aides publiques** dont il a pu bénéficier s'il refuse de négocier.
- Réclamer la création de **Fonds régionaux pour l'emploi et la formation** (10) afin d'encourager les entreprises concernées à sécuriser les emplois et les formations en se modernisant, au lieu de délocaliser.
- **Prévenir les restructurations et les délocalisations :**

La lutte contre les délocalisations destructrices invite aussi à ce que des dispositions immédiates et à plus long terme de sécurisation soient prises concernant tout ceux qui risquent d'être victimes des délocalisations ( mises en formation avec le maintien à niveau des revenus, modernisations nécessaires ou l'assurance de bons reclassements choisis si nécessaire, promotion de nouveaux principes de développement en coopération des filières industrielles et de services en France et en Europe, organisation des coopérations en visant un co-développement des peuples avec nos voisins du Sud et de l'Est et jusqu'à l'échelle de toute la planète).

- décrété dans les secteurs les plus exposés aux délocalisations et restructurations en Europe un « **état de crise manifeste** » suspendant l'effondrement des prix et les guerres concurrentielles pour organiser les coopérations de partage des productions et des recherches,

maîtriser les marchés, mobiliser les financements avec une réorientation de la BCE ;

- mis en place des taxations communes dissuasives, en fonction des différentiels sociaux, sur les importations de production délocalisées dans les pays à faible coût salarial. Elles alimenteraient un Fonds européen de développement chargé de contribuer à l'essor d'une politique de co-développement avec ces pays ;
- décidé de nouvelles aides publiques européennes qui conditionneraient des crédits favorisant l'essor des productions nationales, des emplois et des formations dans les pays ainsi aidés.

Un développement des batailles et du rassemblement, entreprise par entreprise, bassin par bassin, région par région et à l'échelle du pays, afin d'obtenir les informations, les moyens d'expertise et de contre propositions pour conforter les luttes déjà engagées, en stimuler de nouvelles doit être poursuivi. Il s'agit ainsi d'ouvrir les voies d'un tout autre droit social face aux restructurations. ■

1. La ristourne Juppé et l'aide Aubry sont des exonérations dégressives, maximum au SMIC et déclinant jusqu'à jusqu'au plafond de 1,3 SMIC pour la première et 1,8 SMIC pour la seconde. Elles incitent donc toutes deux à niveler les salaires vers le SMIC. Si les plafonds ont pu varier au cours des années, la logique commune régressive, elle, a été pérennisée.

2. Délocalisations et investissements français à l'étranger : enquête auprès des missions économiques de la Direction des relations économiques extérieures. Site du Ministère de l'économie et des finances

3. Voir la lettre de Marie-George Buffet à Jean Pierre Raffarin page

4. *Le Figaro* du 28 août 2004

5. idem

6. *Le Figaro* du 28 août 2004

7. idem

8. Si l'abaissement de 1,7 à 1,6 Smic du plafond salarial ouvrant droit à exonération peut dans un premier temps réduire de l'ordre de 1,2 milliard d'euros, le montant des dépenses inflationnistes supportées par l'Etat pour combler les exonérations (plus de 150 milliards d'euros depuis leur création, soit plus de 1000 milliards de francs), cette mesure encouragera des pratiques perverses cherchant à remettre les salaires exclus des exonérations sous le nouveau plafond, ce qui aurait une incidence en cascade sur toute la hiérarchie salariale.

9. Propositions pour prévenir et stopper les délocalisations destructrices d'emploi. *Economie et politique* n°598-599, mai-juin 2004, p 19

10. **Ces Fonds prendraient en charge une partie des intérêts versés aux banques** par les entreprises pour leur crédit à l'investissement. La prise en charge (bonification) serait d'autant plus importante que l'entreprise concernée s'engagerait à maintenir ou créer des emplois et à former ses personnels.



Mars 1981